A l'assaut du Mont Verdun



"commando" du Garm à l'intérieur du PC atomique du Mont Verdun

Yvon Montigné

janvier 1971: Jean-Pierre nous attend près de sa vieille Peugeot. Décontracté, l'œil amusé, attentif à chacun. Il a toujours cet air un peu british-décalé, avec sa canadienne fatiguée par trop de manifs, sa casquette, sa sacoche en cuir bourrée de tracts, coupures de journaux, revues à tirage limité et autres documents du parfait représentant de l'action non-violente. Extrêmement présent, et déjà ailleurs. Rassurant. Nous, on est tout excités à l'idée d'investir l'un des sites les plus décisifs de l'arme nucléaire.

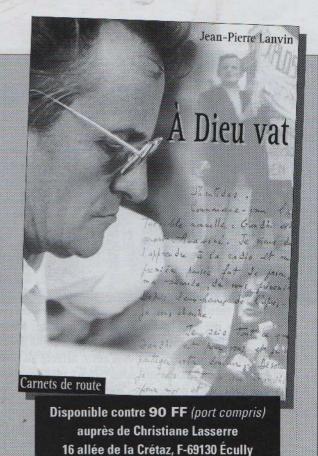
Sur la commune de Limonest, à une douzaine de kilomètres du centre de Lyon, se dresse le Mont Verdun, grosse colline au nom prédestiné pour tout usage militaire, a priori glorieux. L'implantation du poste de commandement (PC) souterrain de la force de frappe, sorte de Taverny-bis, y avait été décidée en catimini, peu de temps auparavant.

À défaut d'en empêcher la réalisation, le groupe informel que nous avions baptisé Garm (Groupe d'action et de résistance à la militarisation) décidait de faire savoir aux Lyonnais qu'un haut-lieu de l'armement atomique était en construction à deux pas de chez eux, et de refuser ce que nous appelions à l'époque « l'escalade de la terreur ». Les armes du Garm n'étaient pas exactement celles de l'armée : imagination, audace, non-violence, communication. Les "coups" étaient toujours assumés par leurs auteurs à visage découvert, à une époque où commençaient à surgir des groupes basés sur le secret, la violence et où régnait une certaine paranoïa.

Le 31 décembre 1997, Jean-Pierre Lanvin est terrassé en quelques minutes par une crise cardiaque. Infatiguable artisan de paix, il a été de tous les combats pour la justice et la vérité : refus de la guerre d'Algérie, de la bombe atomique, soutien aux réfractaires à l'armée, etc. Il avait relaté dans Damoclès certains de ces combats.

Il avait entrepris la rédaction de ses
« carnets de route » sous le titre : À Dieu vat.
Un travail que sa compagne a poursuivi
et qui a donné naissance à cet ouvrage
aujourd'hui disponible.
Récits, poèmes, lettres de voyages,
méditations... par bribes, Jean-Pierre Lanvin
nous laisse les traces d'un itinéraire engagé dans
tous les combats importants d'un demi-siècle.

Patrice Bouveret



(chèque à l'ordre de Ch. Lasserre) • 392 pages

Revenons au début de l'hiver 1971. Les kilomètres de galeries, en cours d'aménagement, courent à quelque cent mètres de profondeur sous le Mont Verdun. L'immense salle des générateurs électriques, la salle des écrans radars, l'électronique et la salle du commandement commencent à recevoir leurs premiers équipements. Dans la nuit du 30 au 31 janvier, nous sommes douze à pénétrer en douce dans les lieux. Juchés sur de grandes échelles, nous écrivons sur les parois en gros caractères : « Non à la bombe » ou « Lyon ni Pentagone ni Hiroshima »...

Jean-Pierre n'appréciait pas les "bombages". Il avait été chargé de faire le lien avec la presse. Grâce à lui, France-soir publiait le surlendemain en "Une" la photo des militants envahissant par l'échelle les galeries du Mont Verdun (nous serons condamnés quelques mois plus tard à payer des amendes, au terme d'un procès qui nous servira de "tribune" pour dénoncer une nouvelle fois la force de frappe).

Le fou rire des musiciens

Vite, l'armée décide de reprendre l'initiative. Deux semaines après notre "visite", elle organise à Limonest même une cérémonie expiatoire, avec le sens de l'imagination qu'on lui connaît : défilé militaire, remise de décorations, dépôt de gerbe, brochettes de

généraux, appel à la population. Comme le Garm fait partie de la population, Jean-Pierre est de l'équipe — au moins une cinquantaine — qui décide de s'inviter. Le défilé commence à défiler. Catastrophe, une bande d'énergumènes grimpent sur les chars et les automitrailleuses, distribuant aux troufions une courte documentation sur l'armée nucléaire (disons des tracts). Les gendarmes escaladent les blindés pour arrêter la désinformation. Pendant ce temps-là deux effrontés se glissent entre les porteurs de drapeaux et la fanfare militaire en tête du défilé, barrant la route avec leur banderole « PC atomique du Mont Verdun — Y'a pas de quoi pavoiser. » Ce qu'il y a de rassurant avec l'armée, c'est que chacun y a un rôle. Pas de place pour l'imprévu. Les soldats défilent, les officiers scandent "un-deux, un-deux", les musiciens jouent des airs martiaux, les officiels sont statufiés, les généraux saluent. Et la banderole ? Pas prévue au programme, elle continue son bonhomme de chemin. C'est la stupéfaction quand arrive le défilé drapeauxbanderole-musique. Musique? Si l'on peut dire. Car un certain nombre de musiciens, plus ou moins morts de rire de défiler derrière une banderole antimilitariste, perdent soit les notes soit la cadence. Sur l'estrade, les corps des officiels gardent la pose, mais les yeux tournicotent dans tous les sens. Qui donc va arrêter cette mascarade ? Les gendarmes, remontés de l'arrière, sauveront l'honneur des armées. Mais comme rien n'est plus dévastateur que le rire, nous nous en sortirons sans suite.



La fête du Mont Verdun

tte fois, nous décidons de manifester, en nombre, notre opposition à l'abomination atomique. Le 19 juin 1971, c'est donc "la fête du Mont Verdun". Le propriétaire d'un immense champ au sommet du Mont nous recoit dans son château (nous ne le connaissons ni d'Ève ni d'Adam) et accepte de mettre gratuitement le terrain à notre disposition. Jean-Pierre contacte Théodore Monod qui conduira la marche du centre ville jusqu'au site: environ 4 000 personnes font les quelque douze kilomètres jusqu'au sommet. La fête énorme, musicale, théâtrale, antimilitariste et pacifique dure jusqu'au petit matin. Jean Dasté et ses masques, Henri Gougaud et combien d'autres, se bousculent sur l'estrade. L'ambiance est un peu Woodstock. Les militaires sont à cent et quelques mètres sous nos pieds, atteints peut-être par les pacifiques décibels, prêts à toute éventualité. Mais que dire ? La fête est autorisée, le terrain est privé et le propriétaire ok. Un aspirant de nos amis, affecté au poste de commandement atomique, nous tiendra régulièrement au courant du moral des troupes souterraines.

Malgré nos efforts, le chantier avance. Bientôt les équipements sont en place et en cours de réception. Portes blindées, postes de garde militaires, chevaux de frise sur les voies d'accès interdisent l'approche. Une nuit, quelques militants du Garm vont dérober un cheval de frise et les panneaux d'interdiction de photographier ou d'entrer. Ils seront stockés dans le jardin de Jean-Pierre. Et ressortiront le 29 octobre 1971, pour barrer la route du ministre de la défense, Michel Debré, lors d'une visite officielle à Lyon, en plein centre-ville, un beau samedi bien populeux. Consciente du ridicule de la situation, l'armée refusera de reconnaître la propriété du matériel.

Le style humoristique ou festif des actions provoque la sympathie : un jour une vieille dame inconnue envoie un petit chèque, un autre jour un étudiant offre ses services pour la prochaine équipée. C'est ainsi qu'un travailleur du chantier souterrain du Mont Verdun nous fait parvenir son laissez-passer au site, estimant sans doute que ce document pourrait nous être utile.

Dans un premier temps un militant propose d'aller tester le sésame. Muni d'un appareil photo, il passe un matin les barrières, croise des gradés qui ne lui accordent pas un regard. En toute discrétion et impunité, il fait des repérages d'itinéraire, se retrouve au cœur du PC. Et prend sur place, deux rouleaux de pellicule d'un des lieux les plus secrets de l'armée. À son retour, il remet sa moisson au bureau de l'Agence France-Presse.

Deuxième assaut

omme la date anniversaire de notre "visite" approche, nous décidons de risquer collectivement et ouvertement, une nouvelle opération. Jean-Pierre est volontaire avec sept autres. Préparation minutieuse. Un laborieux dimanche de janvier, quelques "faussaires"

munis de loupe, pinceaux, bics, s'appliquent sur les mauvaises photocopies du fameux laissez-passer et leur donnent une nouvelle jeunesse. Les photos des militants décidés à tenter l'aventure sont agrafées. On leur trouve de vraisemblables professions de techniciens en électronique ou autres, au service d'entreprises travaillant réellement sur le site. Le cachet est recomposé à l'identique à partir de deux cachets au texte parfaitement innocent, réalisés pour l'occasion, dont l'habile découpage et recollage aboutit au résultat officiel.

Au petit matin du 30 janvier 1972, nous franchissons sans encombre le poste de garde, les fausses identités soigneusement vérifiées. Nous suivons ou croisons civils et militaires qui parcourent les souterrains, jusqu'à leur poste de travail. L'un d'entre nous commente sur un magnéto la subversive progression. Objectif : le poste central de commandement. Environ 7 à 800 mètres de souterrains, l'immense salle des générateurs, la salle de contrôle radars, l'ordinateur central - à l'époque assez volumineux pour occuper toute une salle - et enfin le poste de commandement. Personne. Il n'est pas encore huit heures du matin. Nous nous installons dans les confortables fauteuils, déployons la large banderole « Non au PC atomique du Mont Verdun », prenons quelques photos souvenir, cassons une petite croûte et attendons... L'un d'entre nous ressort, muni des pellicules et de la cassette, rejoindre un journaliste averti de l'opération, qui attend à la sortie.

Peu après, routine, routine, un militaire arrive en sifflotant. Le spectacle de ces huit individus rigolards sous la banderole lui coupe le sifflet. Je vois encore son larynx faire quelques aller et retour de haut en bas en guise de stupéfaction. Pas un mot, demi-tour, rendre compte. « J'ai vu des martiens, non, le Garm, au cœur du dispositif. » On imagine. Branle-bas de combat. Peu après, la gendarmerie vient nous inviter à prendre le chemin inverse, ce que nous faisons, bien encadrés, portant la banderole déployée, chantant quelques cantiques incongrus dans ces lieux, au grand ébahissement des usagers qui se pressent en uniforme le long des galeries pour saluer cet étrange défilé. Nous ressortons au grand jour pour être enfermés dans un bungalow de la gendarmerie pas prévu pour cet usage. Nous pouvons suivre par les larges fenêtres les allées et venues des gendarmes et chiens policiers lancés sur nos traces. Par où ont-ils bien pu pénétrer ? Tout est ausculté : gaines de ventilation, trappes d'accès aux évacuations et aux installations électriques, grilles de protection. Pourtant, nous avions aimablement averti les gendarmes. « Pour savoir pourquoi et comment nous sommes entrés, branchez-vous à midi sur Europe 1. » Chose promise, chose due. Notre compagnon "évadé" passait en interview à midi sur la radio, alors la plus populaire, pour raconter l'incroyable histoire. Finalement nous sommes libérés peu après. Cette fois encore, l'armée, connaissant les habitudes du groupe de rebondir sur les procès, ne donne aucune suite. Seul le colonel commandant le site est muté, mais pas promu!

L'armée redoutait notre manie des anniversaires. Le dernier jour de janvier 1973, les souterrains du Mont Verdun sont bourrés de CRS dans l'attente d'une nouvelle opération. Mais nous n'étions pas au rendez-vous : nous avions oublié de noter la date!

Des actions riches d'imprévus

nendant quatre, cinq ans, Jean-Pierre a participé à ces réunions quasi hebdomadaires où se décidaient les actions souvent riches d'imprévus. Par exemple cette manifestation, en forme d'enterrement, au cœur de la presqu'île lyonnaise, contre les essais atomiques de Moruroa (voir photo ci-contre). Si réaliste que les gens se signent sur son passage. Dans un splendide vêtement épiscopal, Jean-Pierre conduit le cortège des militants vêtus de deuil. Quatre dignitaires en frac, haut de forme, gants blancs et masque blanc de théâtre portent le cercueil. Mais derrière, les banderoles et les chants n'ont rien d'un enterrement. Postés sur les trottoirs, des gens d'extrême droite suivent depuis un moment la manifestation. Ils seront plus rapides que la police : les couronnes de fleurs sont piétinées et les coups commencent à pleuvoir. La mansuétude naturelle et épiscopale de Jean-Pierre évite le pire.

On pourrait évoquer aussi la présence de Jean-Pierre à ce sit-in improvisé à l'entrée d'une caserne pour obtenir la libération de quelques-uns d'entre nous, interpellés à l'intérieur alors qu'ils distribuaient des tracts aux soldats. Face à face, une centaine de policiers portant casque et bouclier et quelque deux cents militants bien décidés à ne pas bouger tant que leurs copains n'ont pas été relâchés. Avant de charger, le commissaire lance la troisième sommation. Soudain, au premier rang des manifestants, il aperçoit "Mémée", figure légendaire du Garm, toujours aussi resplendissante dans la gouaille de son opulente cinquantaine. « Andrée, qu'est-ce que tu fais là? » Le gardien de l'ordre et la rebelle — les deux amis d'autrefois — tombent dans les bras l'un de l'autre. Les négociations en seront beaucoup facilitées...

Encore une image de Jean-Pierre transportant une nuit, discrètement sur le toit de sa voiture, une échelle de huit mètres de long "empruntée" à un chantier public place Bellecour et cachée pendant quelques jours au fond de son jardin. En préparation, une manifestation à l'intérieur de la prison militaire de Montluc pour soutenir les insoumis internés. Une nuit, le moment venu, Jean-Pierre amène l'échelle jusqu'à la prison. Glissée à travers les grilles du tribunal militaire adjacent, hissée au sommet du mur d'enceinte de la prison, elle traverse à six mètres de hauteur, comme un pont-levis, le large fossé séparant les deux murs d'enceinte. Pendant ce temps, à l'autre bout du bâtiment, un complice tient en haleine les chiens de garde, grâce à sa chienne en chaleur. La voie est libre pour les trois manifestants qui, aidés par Jean-Pierre, se mettent à grimper. Mais leur tentative échoue dans le jar-

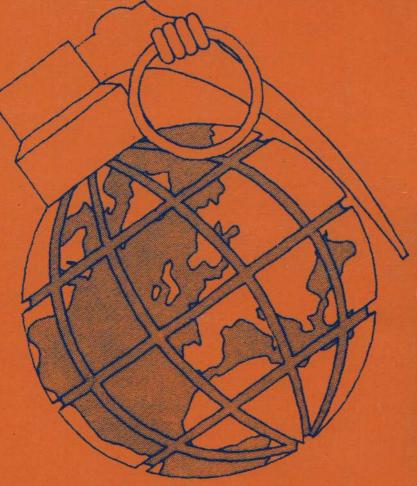


din du gardien-chef. Ils échapperont à la fusillade grâce à la présence d'esprit de l'un d'eux, détenu-insoumis qui avait passé deux ans dans les lieux : « Chef, chef, ne tirez pas, c'est moi Bayon, c'est pas une évasion, c'est une invasion. » Tout est bien qui finit bien, mais les trois intrus vont purger quelques semaines de prison pour "violation de domicile".

Quel regard Jean-Pierre aurait-il porté sur ces années du Garm? À cette période nous n'étions pas encore très loin de la guerre d'Indochine, encore moins de la guerre d'Algérie. La force de frappe se mettait en place. La France équilibrait son commerce international comme troisième marchand d'armes mondial sans trop de considérations démocratiques. La menace des deux grands blocs était toujours là. Et ce qu'on avait appelé la pacification — en Algérie — n'était pas aussi humanitaire que les récentes interventions de l'armée française, en ex-Yougoslavie par exemple. La raison, c'était la mise à la raison ; le militaire avait toujours raison ; mais ce raisonnement-là nous laissait un goût amer. Avec Jean-Pierre, nous partagions un espoir plus humain. Par nos actions, nous voulions manifester qu'aucune puissance, même armée ou judiciaire, n'est hors de portée de l'action des citoyens. L'arme de la dérision que nous utilisions systématiquement changea l'image que l'on se faisait de l'armée, pas seulement à Lyon. Si Joan Baez fit à notre demande un aller-retour des USA au Palais des Sports de Lyon pour un concert monstre gratuit en notre faveur, c'est que, comme nous, elle pensait que la solidarité nonviolente, en ouvrant les consciences à d'autres possibles, à d'autres démarches, pouvait si peu que ce soit, agir avec combien d'autres, dans un sens plus généreux de notre histoire.

DAMOCLÈS

DÉPENSES MILITAIRES À L'HEURE DE LA MONDIALISATION



AU SOMMAIRE

- Budget militaire 2000
- L'alliance dangereuse de la finance et de l'armement
- Pourquoi le Mégajoule viole-t-il le TNP et le CTBT ?
- Notes de lecture

REVUE DE RÉFLEXIONS ET D'ÉCHANGES SUR LA PAIX, LES CONFLITS ET LA SÉCURITÉ MUTUELLE